



UNION SNUI-SUD Trésor Solidaires 13

• 22, rue Borde 13285 Marseille cedex 8
3, allée d'Estienne d'Orves 13098 Aix en Provence

• Tél. 0491179757 – 0491179717 – 0491179208 - 0442023663

Bouches du Rhône

Marseille le 17 février 2011

Compte rendu de la réunion du 16 février 2011 Entre les organisations syndicales et MM Reisman

CIRCULEZ... IL N'YA RIEN A VOIR !

Cette Nième réunion était censée apporter des réponses aux nombreuses questions et inquiétudes de l'ensemble des personnels de la DRFiP des BdR.

Force est de constater qu'à part quelques bribes d'informations, la direction est incapable de préciser et d'affiner les projets qui vont avoir des conséquences directes sur les conditions de travail et les missions des agents.

Arles :

La seule "information" présentée comme un scoop est que le directeur général condescendait à accepter à titre exceptionnel que les agents du site puissent utiliser les locaux voisins de la CAF durant les travaux de réfection de l'HDFFP... Quel honneur Monseigneur !

Les représentants de l'Union ont juste fait remarquer à MM Reisman que cette idée émanait, dès l'origine, des personnels et de la pétition qu'ils ont massivement signée.

Pour le reste, aucune date sur le déroulement des travaux, aucune garantie sur les conditions d'installation provisoire dans les locaux de la CAF, sur le financement précis de l'affaire et surtout, la certitude que la campagne IR se déroulera dans des conditions scabreuses avec des réceptions différenciées entre assiette et recouvrement (maintien des agents de la TP d'Arles dans les locaux de la RF).

Une réunion "groupe projet" avec la direction et les agents est programmée pour le 8 mars. L'Union a demandé que les OS soient informées à l'issue de celle-ci.

Au final, la "vitrine SIP" a été mise en place, mais pour le reste c'est aux agents de se dém... L'administration compte une fois de plus sur la conscience professionnelle des agents. Celle-ci semble avoir atteint ses limites face au mépris avec lequel ils sont traités.

Borde/Prado/Liandier

Sur ce site aussi, très peu de concret si ce n'est la confirmation de l'accueil distinct Prado et Borde. L'accueil Borde sera dévolu aux SIP 7/10 et 9^{ème}, celui du Prado aux SIP 1, 5/6 et 8^{ème} avec deux équipes différentes (responsabilité des deux caisses). Les SIE quant à eux fonctionneront comme à l'heure actuelle avec une réception dans les étages.

Compte tenu de la surface disponible dans les locaux de l'ex hall de la TG, la direction a décidé d'y installer aussi le Centre Régional des Pensions (initialement prévu dans les anciens appartements du TPG). Il n'y aura pas de guichet dédié à ce service qui devrait fonctionner essentiellement par Télématicque (téléphone mail...).

Comme pour Arles, aucune date n'est arrêtée et l'administration a été obligée d'admettre qu'elle ne pourrait pas tenir ses engagements en matière de réception. La campagne IR se fera dans des conditions aléatoires y compris comme l'a suggéré MM Reisman, en faisant appel à des locaux extérieurs (mairies, galeries marchandes...) ou dans les étages comme au bon vieux temps (sans SIP) !

L'énormité de ce projet, qui vient de subir une nouvelle refonte, met la direction dans une telle situation qu'elle est obligée de revoir le mode de calcul des flux d'usagers. En effet, les données SYRIUS (logiciel de comptabilisation) sont tellement pessimistes et effrayantes pour la DG qu'elle tente de les pondérer en prenant en compte d'autres critères, entre autre le nombre d'articles de chaque SIP.

Les représentants de l'Union ont dénoncé cette argumentation fallacieuse qui pour maintenir le cap de la réforme, prend à revers toutes les conclusions des études ergonomiques. Une fois de plus, ce sont les agents qui paieront au prix fort le coût de l'inconscience de "l'état major" de la DRFiP des BdR.

Bien que cette réunion soit prévue pour Arles et Borde/Prado/Liandier, les représentants de l'Union ont évoqué d'autres problèmes tout autant d'actualité :

- Nous avons dénoncé la méthode d'organisation du SIP de Tarascon où sous couvert d'une lettre de mission de M Quintin, le chef de service se croit autorisé à bafouer les règles statutaires. La suppression d'un secteur d'assiette et la création d'une cellule CSP ne peut se faire qu'après passage en CTPD. Ce choix d'organisation douteux amène deux agents à travailler sur un secteur "fantôme" sans contrôleur et une cellule CSP à fonctionner avec un effectif pléthorique qui nous prête à croire que tous les fraudeurs du département s'étaient donné rendez-vous à Tarascon et dans ses environs ! M Quintin a justifié ce choix par la possibilité de faire faire à cette cellule du contrôle hors du secteur géographique du SIP. C'est une véritable aberration et nous allons saisir la DG de cette affaire.
- Les représentants de l'Union ont évoqué le cas de Marignane où malgré les engagements de la direction rien ou presque n'a été fait depuis la création du SIP. Les agents triment dans des conditions de travail épouvantables mais qui n'inquiètent pas M Quintin qui s'est contenté de dire de manière laconique "ça fonctionne" ! Faudra-t-il à nouveau tirer le rideau du site, alerter la presse et obtenir comme la fois précédente le soutien des citoyens pour contraindre l'administration à faire face à ses responsabilités et à tenir ses engagements ?
- Pour le SIP d'Istres, nous avons rappelé que l'engagement d'un bilan ergonomique dans les six mois qui ont suivi la mise en place du SIP, n'a pas été tenu et ce malgré un vote en CHS Ministériel. L'administration craindrait-elle les conclusions de cette étude à posteriori ? En tout état de cause, MM Reisman et le délégué auprès du directeur général doivent se rendre sur place le 28 février (jour de l'arrêté comptable) pour rencontrer les agents. Peut-être amèneront-ils enfin une réponse probante au sous effectifs chronique qui frappe ce site et notamment le SIE ?
- Les représentants de l'Union qui ont à nouveau dénoncé l'abandon aux spéculateurs du site de Sainte Anne, se sont néanmoins inquiétés de l'installation des autres services de ce site (Cadaastre, Hypothèques, Pôle contrôle et expertise, Brigades de vérifications, Domaines, Brigade Régionale Foncière...) sur Prado/Borde. Pour cela aussi, l'administration a fait preuve d'une rare opacité !
- Enfin, nous avons rappelé à la direction son engagement à ne plus faire figurer sur MAGELLAN les dates des congés des agents de l'Equipe Mobile de Renfort qui à la date d'hier y étaient toujours mentionnées.

Vu l'étendue du désastre, les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT et FO ont demandé une audience à MM Reisman afin d'évoquer l'ensemble des problèmes de la DRFiP en matière immobilière.

Les représentants de l'Union mettrons tout en œuvre pour s'opposer à tous les coups tordus que l'administration tente de porter aux conditions de travail des personnels, à leur statut et au Service Public en général.